

Etude sur le vidomnat d'Anniviers

du XII^e au XV^e siècle

Le nom d'Anniviers apparaît pour la première fois dans un document dont la date n'est pas certaine, mais que Gremaud attribue au XI^e siècle. C'est un rôle des possessions et revenus du chapitre de Sion en Valais : « *Et in valle Annivesii, in loco qui dicitur Grimien, II sol. ex censu, et totum Saxonis allodium*¹. » Le chapitre de Sion, au milieu du XI^e siècle, percevait donc un cens de deux sols à Grimentz, et possédait encore en Anniviers l'alleu dit de « Saxo », domaine qu'on pourrait, semble-t-il, situer dans les environs de Vissoie². Faut-il déduire de cette citation que le chapitre détenait déjà quelques droits seigneuriaux dans la vallée ? Il est difficile de répondre dans l'état actuel de la question³.

Un rôle du XII^e siècle ne mentionne plus ces possessions, mais énumère par contre de nouvelles terres et de nouveaux revenus du chapitre dans la région d'Anniviers : « *Annivesium. Johannes Uboudi dedit terram Cibua, de qua reddit Willermus de Pratis V. s. Isdem Willermus de terra Arberti de Salqueno debet alios V. s.*

¹ J. Gremaud, *Chartes sédunoises*, dans *Mémoires et Documents publiés par la Société d'Histoire de la Suisse Romande* (cité MDR), t. 18 (cité : *Chartes sédunoises*), p. 353. — Ce document (pp. 348-355) est une copie extraite par A.-J. de Rivaz des archives de Valère. Gremaud n'a pas pu en retrouver l'original ; toutefois l'analyse interne du texte lui permet de déduire qu'il est antérieur à l'année 1052.

² E. Zufferey (*Le passé du Val d'Anniviers...*, Ambilly-Annemasse, 1927 [cité : Zufferey], p. 81), voit dans Saxo, sans l'identifier, un nom de personne. Pour notre part, nous pensons qu'il pourrait s'agir d'un nom de lieu. Cf. à ce sujet : Archives d'Anniviers, dans la chapelle du château de Vissoie, parchemin N° 193 : transaction entre Vissoie et Luc, 24 octobre 1699 : *in supremo loco, vulgariter apud saxum...* — On sait qu'un alleu était une terre appartenant à un particulier en propriété libre et absolue.

³ D'après R. Hoppeler (*Notizen zur Walliser Rechtsgeschichte des Mittelalters*, dans *Blätter aus der Walliser Geschichte* [cité : BWG] t. 3, 1907, p. 447), le cens serait en Valais une charge foncière établie par convention. On peut toutefois se demander si le cens dont il est ici question n'était pas une redevance féodale, car H. Evéquoz (*Essai sur l'Histoire de l'organisation communale et des franchises de la ville de Sion* [cité : Evéquoz], dans *Annales valaisannes*, 1^{re} Série, t. 5, 1925, p. 30), remarque que « comme contre-prestation, celui qui recevait une censive devait payer à son seigneur une redevance annuelle en denrées ou en argent appelé cens... ».

Ibidem Aimo dal Roche, XII d. *Ibidem* casamentum donni de Granges, IIII s. *Ibidem* Petrus de Anivies qui manet Seduni, II s. *Ibidem* Cecilia de la Cumba, IIII d. ⁴. » E. Zufferey interprète ainsi ce texte : « Jean Uboudi ⁵ a donné la terre de Cibua sur laquelle Willermus des Prés (Phras) rend V sols. Le même Willermus doit sur la terre d'Albert de Salqueno V autres sols. Au même endroit Aimo de la Roche, XII deniers. Au même endroit le bâtiment du seigneur de Granges, IIII sols. Au même endroit Pierre d'Anniviers, qui demeure à Sion, II sols. Au même endroit Cécile de la Cumba, IIII sols ⁶. »

On ignore comment et pourquoi le chapitre de Sion avait acquis ces possessions dans la vallée d'Anniviers. E. Zufferey prétend que « si les évêques ont cherché à mettre le chapitre en contact le plus direct possible avec la vallée, c'était sans doute afin d'y faciliter le soin des âmes ; car elle ne formait pas encore une paroisse et dépendait sous ce rapport de Géronde ou de Chippis ». Il fonde son hypothèse, entre autres arguments, sur le fait que le patronage de l'église d'Anniviers relevait d'une prébende canoniale de Sion ⁷. On peut admettre, en effet, que les possessions du chapitre de Sion en Anniviers constituaient la contre-prestation des services rendus par ce corps aux populations indigènes ⁸.

Quoi qu'il en soit, les droits du chapitre en Anniviers, tels que les révèlent ces deux rôles, ne paraissent guère importants. Il convient dès lors de se demander quel est le véritable seigneur d'Anniviers au XI^e et au XII^e siècles.

Les historiens qui en ont étudié le passé ont cru pouvoir faire les remarques suivantes : d'une part, des familles qui vont jouer un rôle important dans l'histoire du Valais sont possessionnées dans la vallée dès le X^e siècle, et d'autre part, ces mêmes familles sont si intimement liées et apparentées entre elles qu'on pourrait les croire issues d'une souche commune : il s'agit des comtes de Lenzbourg, des comtes de Granges et des comtes de Savoie-Maurienne ⁹.

⁴ *Chartes sédunoises*, pp. 385-386.

⁵ Une famille Uboudi, plus tard de Vineis, paraît dans la région de Naters au XII^e siècle. Elle sera plus tard alliée aux d'Anniviers (*Armorial valaisan*, Zurich, 1946 [cité : *Armorial*], p. 282, art. de Vineis). — Sur Pierre d'Anniviers, voir : R. Hoppeler, *Genealogie der Witzume von Anniviers...*, dans *Archives Héraldiques Suisses*, 1896, pp. 10-12.

⁶ Zufferey, p. 84.

⁷ Zufferey, p. 82.

⁸ N'oublions pas qu'au moyen âge le chapitre de Sion ne remplissait pas seulement des fonctions d'ordre spirituel, mais qu'il jouait encore un rôle considérable dans l'administration du pays. Voir à ce sujet : *Armorial*, pp. 246-247, art. *Sion, Chapitre* ; voir également G. Ghika, *La fin de l'Etat corporatif en Valais...*, Sion, 1947 (cité : Ghika), p. 22.

⁹ Voir à ce sujet : *Armorial*, pp. 114-115, art. de Granges ; J.-E. Tamini et L. Quaglia, *Châtellenie de Granges, Lens, Grône, St-Léonard avec Chalais*

Le comte Ulrich de Lenzbourg est, à notre connaissance, le seul membre de cette famille qui ait paru en Valais¹⁰. Zufferey prétend que sa succession fut dévolue à ses neveux¹¹; mais il le confond avec le comte Ulrich, oncle maternel de l'évêque Aymon de Savoie. Le comte Ulrich dont il est fait mention dans le testament du prélat¹² n'est pas un Lenzbourg, mais un comte de Nyon¹³. Il en découle par conséquent que la mère de l'évêque Aymon de Savoie ne pouvait être qu'une comtesse de Nyon et non pas une comtesse de Granges, sœur d'Ulrich de Lenzbourg. Cette constatation ruine donc le système de parenté établi par Zufferey et Tamini, entre les familles de Lenzbourg, de Granges et de Savoie-Maurienne.

En outre, les comtes de Granges vont devenir très tôt les vassaux des comtes de Savoie. En 1179, lors de la convention de la Morge, passée entre l'évêque Conon et le comte Humbert III, et ratifiée par les vassaux les plus marquants des deux parties, Louis de Granges signe parmi les vassaux du comte de Savoie¹⁴.

S'il est certain que les comtes de Granges possédaient des biens en Anniviers, — nous avons vu plus haut qu'ils devaient quatre sols de cens pour une tenure (*casamentum*) qu'ils détenaient du chapitre¹⁵, il est difficile d'établir s'il en était de même pour les comtes de Lenzbourg et les comtes de Savoie. Le testament de l'évêque Aymon de Savoie dans lequel on avait cru voir une première donation d'Anniviers au chapitre ne nous fournit aucune indication à ce sujet : en effet, ce document ne mentionne pas Vissoie, mais Vison, un hameau de Charrat¹⁶.

Nous verrons plus tard que les premiers seigneurs d'Anniviers bien qu'hommes-liges de l'évêque de Sion, prêtaient hommage aux comtes de Savoie pour certains fiefs. Nous ne savons pas exactement dans quelle région se trouvent ces fiefs, mais si nous

et Chippis, St-Maurice, 1942 (cité : Tamini et Quaglia), p. 12 et appendice, p. 45; J.-E. Tamini, *La châtellenie épiscopale d'Anniviers de 1467 au nouveau régime 1789* (cité : Tamini), dans *Annales valaisannes*, 2^e série, t. 2, 1931-1935, p. 365; Zufferey, pp. 74-79.

¹⁰ *Odalricus comes de Lenceburc, Udrici comitis de Lenceburc* (identifié avec Ulrich V de Lenzbourg par Zufferey, pp. 77-78), dont le décès, survenu le 20 août 1074, est inscrit au Nécrologe de Sion (J. Gremaud, *Nécrologe de l'église de Sion*, dans MDR, t. 18, p. 280). — Tamini, suivi par Zufferey, pense que le comte Ulrich est fils d'une comtesse de Granges et frère de l'épouse d'Humbert Blanchemain. — Voir aussi L. Blondel, *Les châteaux et le bourg de Granges*, dans *Vallesia*, t. 9, 1954, p. 132.

¹¹ Zufferey, pp. 77-78.

¹² *Chartes sédunoises*, pp. 340-345.

¹³ *Armorial*, pp. 114-115, art. de Granges.

¹⁴ J. Gremaud, *Documents relatifs à l'Histoire du Vallais* (cité : Gremaud), dans MDR, t. 29, p. 110.

¹⁵ Voir nos notes 4 et 6 ci-dessus.

¹⁶ *Armorial*, pp. 114-115, art. de Granges, et p. 58, art. Charrat.

nous référons aux tractations qui sont intervenues entre les héritiers de Jean d'Anniviers, lors du partage anticipé de sa succession en 1351, nous croyons pouvoir en déduire que c'est à titre d'héritiers et de successeurs des comtes de Granges, donc pour des biens dépendant de la seigneurie de Granges, que les sires d'Anniviers ont été amenés à prêter hommage aux comtes de Savoie. En effet, lors de ce contrat, Jeanne Tavelli-d'Anniviers, dont la dot était essentiellement formée de biens hérités des de Granges, et son époux prendront à leur charge tout l'hommage dû au comte de Savoie, alors que Béatrice de Challant-d'Anniviers, héritière du château de Vissoie et de ses dépendances, prêtera hommage à l'évêque seul¹⁷.

C'est seulement une inscription au nécrologe de Sion qui révèle que la vallée d'Anniviers a été acquise, au XII^e siècle, par Boson I^{er}, évêque de Sion (1116-1138), en faveur du chapitre : « *III (ante) Kl. february, Depositio Bosonis, Sedun. pontificis qui mense confratrum hujus ecclesiæ Annivisiensi honore acquisito, a Hierosolima rediens nature cedens migravit ad Dominum*¹⁸ ».

Si l'on se range à l'interprétation de Gremaud, qui traduit le terme « *honore* » par suzeraineté¹⁹, on n'en ignore pas moins comment et à quel moment Boson I^{er} lui-même s'était rendu maître de la vallée²⁰.

Si nous voulons faire le point de la situation politique dans le val d'Anniviers au XI^e et au XII^e siècle, nous devons reconnaître que nous ne savons pas de quel suzerain relevait ce territoire. Le chapitre de Sion y avait quelques droits, peut-être aussi les comtes de Granges, mais les seules possessions que nous connaissons à ceux-ci relevaient du chapitre. Puis, entre les années 1116-1138, l'évêque Boson I^{er} acquiert la vallée pour la donner à son chapitre. C'est donc essentiellement grâce à cette cession que le chapitre de Sion devint le seigneur temporel d'Anniviers.

¹⁷ Gremaud, t. 33, p. 7.

¹⁸ Gremaud, t. 29, p. 82, N° 125.

¹⁹ Selon Ducange (*Glossarium Mediæ et Infimæ latinitatis*, Paris, 1843, pp. 691-693), « *honor* » peut également prendre le sens de fief, tenure..., mais la suite de l'histoire d'Anniviers vient confirmer l'interprétation de Gremaud.

²⁰ Tamini (p. 365) propose de voir en cet évêque Boson un membre de la famille de Granges, et pour expliquer le mot « *acquisito* », émet l'hypothèse que celui-ci aurait obtenu le val d'Anniviers par un premier échange avec le comte Amédée III de Savoie, et l'aurait ensuite donné à son chapitre. A notre avis, cette explication ne fait que déplacer le problème. Nous essayons au contraire de montrer que la maison de Savoie ne fut jamais possessionnée en Anniviers.

I. Anniviers fief de l'Evêché de Sion

Les chanoines ne devaient pas jouir longtemps des revenus de leur domaine d'Anniviers. En 1193 déjà, la vallée fait l'objet d'un échange²¹. Guillaume II d'Ecublens, évêque de Sion (1184-1196), abandonne au chapitre les églises de Bex, de Nendaz et de Grimisuat, avec leurs dépendances, spécialement les dîmes des grains sur Nendaz, Brignon, Baar, Vétroz, Clèbes et Conthey. En contre-partie l'évêque reprend les droits des chanoines en Anniviers : « *Econtra ipsi canonici donaverunt michi, successoribusque meis episcopis perpetuo jure possidendum, totum jus et dominium suum in Annivesio, regalia videlicet et omnia que ibi habebant, exceptis quibusdam elemosinis que de hac non erant obedientia* »²².

L'évêque de Sion reçoit donc tous les droits des chanoines et nommément les régales. Parmi les droits régaliens qui nous paraissent intéressants pour l'histoire d'Anniviers, retenons : « 1) la juridiction des grands chemins (*stratæ publicæ*) y compris les péages ou droits de souste (*teloneum*) ;

2) le droit de chancellerie (*officium cancellariæ*) ou de stipulation des actes publics »²³.

Il convient d'y ajouter le droit de tenir les marchés²⁴.

L'évêque devient ainsi le maître souverain de la vallée. Il réunit par cette acquisition les droits issus de la propriété du sol (domaine direct) et ceux découlant de la concession du comté (domaine éminent). L'évêque n'est plus seulement le haut seigneur de la vallée, il devient en même temps le seigneur foncier le

²¹ Chartes sédunoises, p. 377.

²² Nous pouvons nous faire une idée des « aumônes » que les chanoines se sont réservées en consultant un rôle postérieur des biens du chapitre, établi au XII^e siècle. *Apud Anivesyum. Martinus Tardys de Escandulyns XII d. de ser. annuatim de helemosina Lodoyci dol Larsey* — (comparer : Gremaud, t. 30, p. 114). *Casamentum Willermi de Sancto Johanne et confratrum eius VII s. et VI d. et pla. et hominium ligium et auxilium. Casamentum Jacobi capellani et Willermi militis et confratrum eorum et casamentum Johannis majoris de Pratis II s. et VI d. de ser. et hominium ligium et pl. Girolodus dol Rocheys XII d. de ser. et hominium ligium et auxilium et pl. Gillamondus de Vyssoy III s. de helemosina donni de Granges. Gillamundus Forners XII d. et pl. Wigerius de Grimenchy XII d. et pl. Salomea de Grimenchi soror ejusdem Wigerii III de ser. vel IIII et pl. Marchisa de la Yreta IIII d. de ser. et pl. Willermus miles de Aniues IIII s. de helemosina donni Petri de Anyues super terra Petri de Lacresta cognominati Agassi. Idem Willermus et Jacobus capellanus V s. pro lampade ministranda* (Gremaud, t. 29, p. 455).

²³ Evéquois, p. 21.

²⁴ W. A. Liebeskind, *Landesherr und Landschaft im alten Wallis*, dans BWG, t. 9, 1944, p. 286.

plus influent. Nous avons là un exemple typique de la politique poursuivie par l'Eglise de Sion au XII^e et au XIII^e siècle, où l'évêque recherche l'accroissement des anciens domaines directs du siège épiscopal, pour devenir le principal, sinon l'unique seigneur foncier du Valais²⁵. Maître d'Anniviers, l'évêque fait administrer cette vallée par un vidomne.

Le vidomne est en Valais un officier laïque chargé de défendre par les armes les droits et la terre de l'évêché. Il remplit encore la charge de juge civil et criminel. Il siège ordinairement lors du plaid général en mai et en octobre. Mais il peut tenir sa cour chaque fois que le besoin s'en fait sentir. Enfin le vidomne exerce un droit de police communal²⁶. Cette charge devint rapidement un office héréditaire, exposé au partage entre les co-héritiers du vidomne. L'évêque cherchera à obvier à cet inconvénient dans l'administration des seigneuries nouvellement acquises. C'est ainsi qu'il crée, pour la vallée d'Anniviers, un vidomnat spécial dont ses successeurs veilleront à prévenir le partage ou la dispersion.

C'est dans un acte du 23 octobre 1235 qu'apparaît pour la première fois, à notre connaissance, la mention d'un vidomne d'Anniviers : Guillaume d'Anniviers, vidomne de 1235 à 1255²⁷, est appelé à signer en qualité de témoin ; il s'intitule alors : « *Willelmus, vicedominus de Anivies* »²⁸.

Cependant, quelques mois plus tôt, le 21 mai 1235, l'évêque Landri de Mont (1206-1237), avec l'approbation de son chapitre, avait donné à Guillaume d'Anniviers, en augmentation de fief, les maisons de pierre contiguës (*domos lapideas et contiguas*), situées dans le bourg d'Anniviers (*in castro de Anivesio*) et la maison de bois bâtie devant celles-ci²⁹. Il faut entendre par là le bourg de Vissoie : les maisons contiguës formaient en quelque sorte l'enceinte d'une forteresse (*castrum*), dont la « cour neuve » constituait le donjon³⁰. Dans le même acte, l'évêque se réserve l'usage de la tour de bois appelée « ballios » ainsi que la « cour neuve » et surtout la haute suzeraineté (*dominium*) sur tout le bourg. Ce fief est concédé à Guillaume d'Anniviers et à ses descendants, fils ou filles. Mais dans le cas où Guillaume ne laisse que des filles, l'une d'elles devra prendre un mari ayant

²⁵ V. Van Berchem, *Guichard Tavel, évêque de Sion 1342-1375*, dans *Jahrbuch für schweizerische Geschichte*, t. 41, Zurich, 1899 (cité : Van Berchem), pp. 33-47.

²⁶ Van Berchem, pp. 47 et suivantes, et pp. 58 et suivantes. — Voir aussi : Evéquoz, p. 34. — J. Graven, *Essai sur l'évolution du droit pénal valaisan*, Lausanne, 1927 (cité : Graven), p. 101.

²⁷ *Armorial*, p. 11, art. d'Anniviers.

²⁸ Gremaud, t. 29, p. 319.

²⁹ Gremaud, t. 29, p. 316, N° 403.

³⁰ L. Blondel, *La tour de bois et le bourg de Vissoie*, nouvelle édition revue dans *Annales valaisannes*, 2^e série, 1954, pp. 169 et suiv.

la capacité féodale de prêter hommage-lige à l'évêque pour les présents fiefs. En outre, Guillaume d'Anniviers reconnaît tenir en fief de l'évêque de Sion son propre alleu, acheté à un certain Lescharia de Loèche, ainsi que le fief dit « des Favres » et le château de la Crête. Il promet, pour les nouveaux fiefs et d'autres qu'il possède déjà, l'hommage-lige à l'évêque, l'assistance à l'Eglise de Sion et 20 sols de plaît.

Il faut relever que, si Guillaume d'Anniviers prête hommage à la fois à l'évêque de Sion et au comte de Savoie, le fait qu'il se reconnaît vassal-lige de l'évêque montre qu'en cas de conflit, — cela devait se produire plus d'une fois entre ses deux suzerains —, Guillaume combattrait avec ses hommes sous la bannière de l'évêque. On peut en déduire que, si les comtes de Savoie ont eu des droits en Anniviers, ceux-ci ne pouvaient être que des droits subalternes : les comtes n'auraient jamais accepté qu'un personnage aussi important que le sire d'Anniviers devînt le vassal-lige de leur ennemi héréditaire, si eux-mêmes lui avaient transmis des droits importants. Nous pensons que Tamini et les autres auteurs³¹ qui ont rangé Anniviers parmi les domaines du comte Humbert III de Savoie ont été induits en erreur par l'hommage prêté aux comtes, ou plutôt à leurs vassaux, les de la Tour, pour des biens hérités des de Granges, et non pour des fiefs anniviards qui relevaient de la mense épiscopale de Sion.

En 1243³², Guillaume d'Anniviers, cohéritier de la succession de Boson II de Granges, dont il avait épousé la nièce³³, prête hommage à l'Eglise de Sion pour ses nouveaux fiefs³⁴ : l'évêque de Sion, en effet profite d'un accord avec les de la Tour pour leur racheter avec d'autres biens tout le fief que Guillaume d'Anniviers avait hérité des de Granges³⁵. Après quelques difficultés, Pierre II de Savoie finit par accepter, en 1260, ces mutations de fiefs et de vassaux³⁶. Mais Guillaume d'Anniviers est déjà décédé à ce moment³⁷ et c'est son fils Jacques (*Jacobus d'Anevis, Jacobus d'Anevier*)³⁸, héritier des fiefs de Granges, qui fera l'objet de l'accord entre l'évêque Henri de Rarogne et le comte Pierre de Savoie.

³¹ A. K. Fischer, *Die Hunnen im Schweizerischen Eifischthale*, Zurich, 1896, pp. 148-149 ; — S. Furrer, *Histoire du Valais*, trad. franç. par R. de Bons, Sion, 1873, t. I, p. 115 ; — Tamini, p. 365 ; — Zufferey, p. 82.

³² *Chartes sédunoises*, p. 433.

³³ Agnès d'Ayent, fille de Nantelme I^{er} d'Ayent et de Berthe de Granges, sœur de Boson II de Granges (*Armorial*, p. 17, art. d'Ayent).

³⁴ Gremaud, t. 29, pp. 372-373.

³⁵ Gremaud, t. 29, p. 376. — Le contexte indique qu'il s'agit de fiefs situés dans la région de Granges.

³⁶ Gremaud, t. 30, pp. 43-50.

³⁷ *Armorial*, p. 11, art. d'Anniviers. — Le dernier acte concernant Guillaume d'Anniviers est du 1^{er} octobre 1255 (Gremaud, t. 29, p. 502, N^o 583).

³⁸ Gremaud, t. 30, pp. 44 et 47.

Jacques ne sera investi du vidomnat qu'en 1269³⁹, par l'évêque Henri I^{er} de Rarogne. Mais il n'en jouira que sa vie durant (*in sua vita solummodo possedendum*) ; à son décès, l'office fera retour à la mense épiscopale (*ad mensam episcopalem devolutur*)⁴⁰. L'hérédité du vidomnat n'est donc pas assurée à la famille d'Anniviers. Aussi Jacques va-t-il acquérir un autre office héréditaire important du Valais, la majorie, pour le transmettre à sa descendance.

Le major, par opposition au vidomne, reçoit plutôt des attributions d'ordre privé. Il est l'intendant de l'évêque chargé de percevoir les revenus épiscopaux dans les seigneuries de l'Eglise. Mais de bonne heure ses attributions s'étendent et le major reçoit encore des droits dans l'exercice de la justice. Au XIV^e siècle, ses compétences judiciaires sont à peu près les mêmes que celles du vidomne⁴¹.

Le détenteur de la majorie est alors un certain Mathieu, fils de Pierre dit métral (*mistralis*) de Loèche. Jacques d'Anniviers acquiert en 1278, par vente approuvée par l'évêque Pierre d'Oron (1273-1287) tout le fief que Mathieu détient de l'évêché de Sion et de la mense épiscopale, c'est-à-dire tout ce qu'il possède dans la vallée d'Anniviers, en terres, maisons, feudataires et serfs, plaits, cens, tailles et autres usages, et spécialement la majorie du lieu avec tous ses droits⁴².

Le vidomne Jacques d'Anniviers fit faire aux habitants de la vallée leur premier pas dans le chemin de l'émancipation. Poussé par des motifs religieux, désireux de réparer les torts qu'il leur avait causés (*emendatione et restauratione injuriarum illatarum*), il avait abandonné aux Anniviards, le 13 décembre 1266, toutes les levées d'impôts, tailles, contributions et autres aides (*exactio-nes, talias, consuetas et non consuetas, collectas, auxilia*) contre des plaits et des redevances annuelles fixes (*placitis et serviciis simplicis et limitatis*)⁴³.

La plupart des Anniviards devaient bénéficier de cette liberté ; un certain nombre y échappèrent pourtant : en premier lieu les serfs propres du chapitre et de l'évêché⁴⁴ ainsi que les

³⁹ Le document précise : « Jacques, fils du seigneur Jacques d'Anniviers ». Il s'agit évidemment de Jacques, fils de Guillaume. On pourrait imaginer qu'il y a eu deux Jacques d'Anniviers, mais cette hypothèse nous paraît impossible. Antoinette d'Anniviers, épouse de Pierre de Venthône, est à la fois fille de Guillaume (Gremaud, t. 29, p. 353, N° 450 et p. 374) et sœur de Jacques (Gremaud, t. 30, p. 124, et p. 325).

⁴⁰ Gremaud, t. 30, p. 137, N° 749. — En 1268, dans une donation d'Antoinette d'Anniviers, Jacques d'Anniviers, frère de la donatrice, est déjà appelé vidomne (Gremaud, t. 30, p. 124, N° 738).

⁴¹ Van Berchem, p. 49. — Voir aussi : Evéquoz, p. 34, et Graven, p. 101.

⁴² Gremaud, t. 30, p. 273, N° 868.

⁴³ Zufferey, p. 107. — Sur le sens de ces diverses redevances, voir : Evéquoz, p. 30.

⁴⁴ Gremaud, t. 39, pp. 40-41.

serfs des autres seigneurs possessionnés dans le val d'Anniviers, les de Monjovet par exemple ⁴⁵.

Jacques d'Anniviers meurt entre 1285 et 1288 ⁴⁶. Mais en 1284, partant pour la Terre Sainte, il avait disposé de ses biens comme suit : « D'abord, j'institue pour mes héritiers la fille que j'ai eue de dame Guigone ⁴⁷, mon épouse, et l'enfant ⁴⁸ que j'aurai encore d'elle s'il plaît à Dieu... J'ordonne que dame Guigone, mon épouse, au cas où je meure avant elle, demeure maître et maîtresse de mon hôtellerie, et de tous mes biens meubles et immeubles, conformément à la coutume de cette terre » ⁴⁹.

Guigone devient par conséquent tutrice de son fils Jean et régente d'Anniviers. Si parmi les biens de la succession figure la majorie acquise en 1278, le vidomnat, conformément à l'acte d'investiture de 1269 fait retour à la mense épiscopale de Sion. Il revient cependant aux d'Anniviers en 1293, par vente de l'évêque Boniface de Challant, qui alberge pour 29 ans le vidomnat d'Anniviers à sa cousine Guigone, tutrice de son fils Jean (*ad opus Johannis*) ⁵⁰.

Celui-ci est majeur au début de l'année 1305 ⁵¹. Mais Guigone d'Anniviers-Châtillon continue à gérer les affaires du vidomnat, conjointement avec son fils, jusque vers 1314 ⁵².

Les 29 ans de l'albergement ne sont pas encore écoulés quand, le 10 mars 1311, l'évêque Aymon de Châtillon, oncle de Jean d'Anniviers, lui concède ainsi qu'à ses héritiers directs le vidomnat perpétuel d'Anniviers. En contre-prestation, Jean d'Anniviers versera une rente annuelle de 100 sols mauricois. Il devra encore aide et assistance à l'Eglise de Sion avec tous ses vassaux. L'évêque se réserve la haute suzeraineté et le fief dit « ressors ».

⁴⁵ Le dernier seigneur de Montjovet affranchit en 1309 un certain nombre de serfs. Voir : *Registrum Cancellariæ Sed. de Vercorens et de Annivesio*, Archives de l'Etat du Valais, L 162, p. 286. — La famille de Monjovet s'éteignit vers 1339. Son patrimoine passa par héritage aux Albi de Granges et, par eux, aux Rarogne. Les domaines des Monjovet se réunirent donc à ceux des vidomnes de cette dynastie (*Armorial*, p. 174, art. de Monjovet).

⁴⁶ *Armorial*, p. 11, art. d'Anniviers.

⁴⁷ Guigone de Châtillon, d'une branche de la famille de Challant, était cousine de Boniface de Challant, évêque de Sion de 1289 à 1308, et sœur d'Aymon de Châtillon, évêque de Sion de 1308 à 1323. (*Armorial*, p. 59, art. de Châtillon, et pp. 54-56, art. de Challant).

⁴⁸ Ce rejeton deviendra le vidomne Jean (*Armorial*, p. 11, art. d'Anniviers). — Par hôtellerie (*hospitium*), on désignait la maison de famille, au sens large de ce terme, c'est-à-dire toutes les personnes soumises à l'autorité du père de famille (E. M. Meijers, *Le droit ligurien de succession en Europe occidentale*, Haarlem, 1928, p. 38).

⁴⁹ Gremaud, t. 30, pp. 323-326. — Nous ne retenons que les clauses qui paraissent intéressantes pour l'histoire du vidomnat.

⁵⁰ Gremaud, t. 30, p. 441, N° 1035.

⁵¹ Gremaud, t. 31, p. 105, N° 1222. — Dans cet acte il est précisé, au sujet de Jean d'Anniviers, qu'il est : « *ejectus ab omni avoeria et tutela* ».

⁵² Le dernier acte dans lequel elle paraît est du 29 mai 1314 (Gremaud, t. 31, p. 241, N° 1364).

Le même contrat règle encore la succession du vidomnat au cas où Jean d'Anniviers meure sans descendance directe (*sine heredibus a suo corpore descenditibus*). Dans cette hypothèse, les héritiers de Jean d'Anniviers posséderont le vidomnat pendant 20 ans. Ce délai écoulé, l'office fera retour à la mense de l'Eglise de Sion. Les descendants de Jean d'Anniviers seront soumis à la même loi ⁵³.

Depuis 1278, les offices de vidomne et de major d'Anniviers sont en fait réunis dans un même personnage. La concession faite à Jean d'Anniviers rendit perpétuelle cette situation. Désormais ces deux offices ne seront plus séparés. Les sires d'Anniviers avaient ainsi dans leurs mains la haute et la basse justice. Ils possédaient l'omnimode juridiction sur leur seigneurie.

Jean d'Anniviers figure parmi les plus puissants seigneurs du pays. Depuis un certain temps il fait sceller de son sceau les contrats passés en Anniviers (*sigillo suo in signum testimonii inter homines jurisdictionis sue uti*) ⁵⁴. S'estimant lésé, le chapitre dépose plainte en 1320, contre Jean d'Anniviers qui, au mépris de ses droits — le chapitre étant détenteur de la chancellerie dans la terre du Valais — se permet d'authentifier de son sceau les contrats passés dans la vallée ⁵⁵. Un procès fertile en incidents s'ensuivit : interdit, tentative de conciliation, sentence arbitrale, appel au métropolitain de Tarentaise, appel au siège apostolique. Enfin, en 1326, un compromis termine le litige ⁵⁶. Le sire d'Anniviers conserve le droit de chancellerie dans la vallée, mais s'engage à verser en échange 5 muids annuels de froment, payables au métral du chapitre ⁵⁷.

A son avènement au siège de saint Théodule, Philippe de Chamberlhac (1338-1342) fait procéder à un recensement général des biens de l'évêché. Le sire d'Anniviers vient lui prêter hommage-lige en son château de Tourbillon. Il se reconnaît alors le vassal de l'évêque et de la mense épiscopale, détenant en fief-lige :

- 1) les fruits, profits, revenus, cens et juridiction du vidomnat d'Anniviers, à l'exception du fief dit « ressor » que l'évêque s'est réservé ⁵⁸ ;
- 2) le bourg de Vissoie et la maison de pierre, à l'exception du « ballios » et de la « cour neuve » ⁵⁹ ;
- 3) l'alleu acheté à Lescharrya ;

⁵³ Gremaud, t. 31, pp. 209-211.

⁵⁴ Gremaud, t. 31, p. 378.

⁵⁵ Gremaud, t. 31, pp. 317-318.

⁵⁶ Gremaud, t. 31, pp. 502-507.

⁵⁷ Sur ce procès, voir : M. Mangisch, *De la situation et de l'organisation du notariat en Valais sous le régime épiscopal, 999-1789*, St-Maurice, 1913, pp. 82-97.

⁵⁸ Comparer : Gremaud, t. 31, p. 209.

⁵⁹ Comparer : Gremaud, t. 29, p. 316, N° 403.

- 4) le droit de chancellerie dans la vallée d'Anniviers ;
- 5) le fief dit des « Favres » dont dépend le château de la Crête ;
- 6) un certain nombre d'animaux, bœliers et brebis ainsi que quelques redevances particulières ⁶⁰.

Jean d'Anniviers est le dernier vidomne de cette famille. Il avait eu un fils, Jacques II, époux de Marguerite d'Ayent ⁶¹, qui était mort avant son père, ne laissant pour toute descendance que deux filles, Jeanne et Béatrice ⁶².

Jeanne épouse Jacques Tavelli ⁶³. Lors du contrat de mariage, son grand-père, Jean d'Anniviers, assure aux nouveaux époux une rente annuelle de 280 florins garantis par ses biens. Jeanne reçoit en outre le château de Granges et quelques rentes à percevoir sur le val d'Anniviers ⁶⁴. Comme les deux sœurs sont tenues à l'hommage envers l'évêque de Sion et le comte de Savoie, il est alors décidé que Jeanne supportera l'hommage dû au comte, tandis que Béatrice prendra à sa charge l'hommage dû à l'évêque ⁶⁵.

Béatrice est à l'origine des profonds bouleversements qui vont survenir en Anniviers ⁶⁶. Elle contracte trois alliances successives. A l'occasion de son premier mariage, avec Jacques de Challant ⁶⁷, Jean d'Anniviers son grand-père, à court d'argent, vend le château de Vissoie avec tous ses droits à Aymon de Challant, beau-père de Béatrice. Mais, vers 1361-62, celle-ci perd en même temps son mari et son grand-père ⁶⁸. Veuve et sur le point de se remarier avec Cathélan de Maccel ⁶⁹, elle abandonne tous ses droits sur Anniviers à son beau-père Aymon de Challant ⁷⁰, qui entre ainsi en possession de la seigneurie et y installe en qualité de châtelain son fils naturel, Périol de Challant ⁷¹.

Veuve une seconde fois, Béatrice épouse en troisièmes noces Pierre de Rarogne ⁷². Ce mariage va entraîner l'avènement d'une nouvelle dynastie en Anniviers, celle des Rarogne.

⁶⁰ Gremaud, t. 32, pp. 227-230.

⁶¹ Gremaud, t. 32, pp. 103-104.

⁶² *Armorial*, p. 11, art. d'Anniviers. — Jacques II avait encore un fils, Jean II, qui ne lui survécut guère (Gremaud, t. 32, pp. 393-394).

⁶³ Gremaud, t. 33, pp. 5-7. *Armorial*, p. 255, art. Tavelli. — Jacques Tavelli était le neveu de l'évêque Guichard.

⁶⁴ Comparer : Gremaud, t. 39, p. 480.

⁶⁵ Voir plus haut, pp. 158 et suiv.

⁶⁶ Sur toutes les transactions qui vont suivre, voir : Van Berchem, p. 257 et Zufferey, p. 258 et pp. 291-298.

⁶⁷ *Armorial*, p. 11, art. d'Anniviers, et p. 55 art. de Challant.

⁶⁸ *Armorial*, p. 55, art. de Challant.

⁶⁹ Gremaud, t. 37, p. 189, N° 2308.

⁷⁰ Jacques de Challant lui laissait du reste un fils Henri, décédé vers 1376-77.

⁷¹ Gremaud, t. 33, p. 382, N° 2148.

⁷² *Armorial*, p. 206, art. von Raron.

En effet, lors du premier mariage de Béatrice d'Anniviers avec Jacques de Challant, le château de Vissoie et les droits de justice qui en dépendaient avaient donc été vendus aux de Challant. Mais l'intention de Jean d'Anniviers avait été de le transmettre aux descendants de sa petite-fille Béatrice, seuls capables de les posséder quant au suzerain ; à défaut d'héritiers directs, la cession du vidomnat, conformément à l'acte de 1311, n'avait d'effet que pour vingt ans ⁷³. Cette dernière réserve n'excluait pas la descendance féminine ; c'est pourquoi, après son remariage avec un seigneur du pays, Pierre de Rarogne, Béatrice réclame la seigneurie d'Anniviers aux de Challant qui revendent alors leurs droits à Pierre de Rarogne ⁷⁴. L'évêque Edouard de Savoie (1375-1386) confirme cette investiture, le 3 décembre 1381 ⁷⁵.

Au décès de Béatrice, vers 1400, son fils Frélyn de Maccel revendique sa part de la succession de sa mère. Pierre de Rarogne lui répond qu'il a l'usufruit de la fortune de sa femme et qu'en outre, lors de son remariage avec Cathélan de Maccel, Béatrice a abandonné ses droits et ses domaines valaisans à son premier beau-père, Aymon de Challant, auquel lui-même, Pierre de Rarogne, a racheté la seigneurie d'Anniviers ⁷⁶.

Pierre de Rarogne, décédé vers 1412-1413 ⁷⁷, a pour successeur son fils Guichard, bailli du Valais. Ce dernier ayant obtenu de l'empereur Sigismond de Luxembourg la seigneurie héréditaire sur le Valais ⁷⁸, les patriotes valaisans se révoltent contre leur nouveau maître. Il s'ensuit la guerre dite « de Rarogne » au cours de laquelle les membres de cette famille sont contraints à vider le Valais après avoir eu leurs biens pillés et saccagés.

La paix revenue, les Rarogne recouvrent la libre disposition de leurs domaines ⁷⁹ ; le 8 janvier 1421, l'administrateur de l'Eglise de Sion, André de Gualdo ⁸⁰, restitue le vidomnat d'Anniviers

⁷³ Comparer : Gremaud, t. 31, pp. 209-211.

⁷⁴ *Armorial*, p. 11, art. d'Anniviers ; p. 55, art. de Challant ; p. 206, art. von Raron. — Guillaume de Rarogne ne fut alors que le mandataire de son père.

⁷⁵ Gremaud, t. 37, p. 241, No 2344.

⁷⁶ Gremaud, t. 38, pp. 25-26.

⁷⁷ Pierre de Rarogne teste le 26 juillet 1412 (Gremaud, t. 38, pp. 98-99). Son fils Guichard paraît comme seigneur d'Anniviers dès le 12 janvier 1414 (Gremaud, t. 38, p. 104, No 2616).

⁷⁸ *Armorial*, p. 206, art. von Raron, et p. 155, art. de Luxembourg. — Sur les seigneurs de Rarogne, voir : E. Hauser, *Geschichte der Freiherren von Raron*, dans *Schweizer Studien zur Geschichtswissenschaft*..., t. 8, cahier 2, Zurich, 1899.

⁷⁹ Gremaud, t. 38, p. 297.

⁸⁰ *Armorial*, p. 26, art. dei Benzi. — André dei Benzi, dit de Gualdo, fut nommé administrateur du diocèse de Sion par le concile de Constance, le 6 juin 1418, puis par le pape Martin V, le 11 août. Il ne fut élu évêque de Sion qu'en 1431, 3 ans après la mort de Guillaume de Rarogne.

à Guichard⁸¹. Celui-ci cependant ne reparaît presque plus en Valais⁸². Ses deux fils Hildebrand et Petermann, qui lui succèdent en qualité de seigneurs d'Anniviers, sont les derniers représentants de cette famille.

II. Anniviers châtelainie épiscopale

Des difficultés ne vont pas tarder à surgir qui opposent le vassal à son suzerain. En 1434, l'évêque de Gualdo doit citer Hildebrand de Rarogne en justice pour lui faire reconnaître ses droits de haut seigneur d'Anniviers (*jura universa*). L'évêque lui rappelle alors que les droits des seigneurs de Rarogne sur Anniviers proviennent de Jean d'Anniviers, qui détenait le vidomnat en fief de l'Eglise de Sion ; que l'évêque y a son métral propre, pour rendre la justice parmi les hommes et les mansuaires de l'évêché et de l'Eglise. Le métral condamne à l'amende, met en gage, impose les bans (*mulctat, pignorat, bana imponit*). Pour les causes importantes le châtelain de Sierre est compétent. Les sentences (*processus et proclama*) du juge général sont publiées dans l'église de Vissoie⁸³.

En 1436 se pose la question de la succession du comte Frédéric VII de Toggenbourg. La mère de Hildebrand et de Petermann de Rarogne, Marguerite de Rhäzüns⁸⁴ est, en sa qualité de nièce, héritière du comte. Aussi en 1439, les deux frères font-ils un partage à l'amiable : Hildebrand conserve les domaines patrimoniaux des Rarogne, alors que Petermann fait valoir ses droits à la succession du comte de Toggenbourg. A cet effet, il vend à son frère tous ses biens, propriétés foncières, fiefs et juridiction, avec sa part du vidomnat d'Anniviers⁸⁵. Si Hildebrand ne renonce pas à ses droits dans le Toggenbourg⁸⁶, Petermann se retire désormais complètement des affaires valaisannes.

⁸¹ Gremaud, t. 38, p. 331, N° 2709.

⁸² Le premier acte qui constate son retour en Valais est du 20 mars 1424 (Gremaud, t. 38, p. 405, N° 2741). Guichard était déjà mort le 20 janvier 1425 (Gremaud, t. 38, p. 477, N° 2756). — Durant son absence du Valais, les patriotes valaisans qui avaient mis la main sur la vallée d'Anniviers, l'avaient inféodée à Henri Bode, représentant de l'évêque (Gremaud, t. 38, pp. 375 et 376).

⁸³ Gremaud, t. 39, p. 40, N° 2837.

⁸⁴ *Armorial*, p. 206, art. von Raron.

⁸⁵ Gremaud, t. 39, pp. 181-184.

⁸⁶ Gremaud, t. 39, p. 220, N° 2930. — Dans cet acte, Hildebrand de Rarogne est appelé seigneur d'Anniviers et coseigneur du Toggenbourg.

Depuis la guerre dite de Rarogne, le patrimoine de cette famille est grevé de lourdes dettes. Pour faire face à leurs engagements, Hildebrand et Petermann avaient été contraints de vendre successivement divers domaines⁸⁷. Leur beau-frère Rodolphe Asperlin⁸⁸ en est un des principaux acquéreurs ; il est aussi un de leurs principaux créanciers. C'est pourquoi, afin de régler ses dettes, Hildebrand lui cède encore, en 1454, une partie de ses droits féodaux. Ce sont des rentes à prélever sur la vallée d'Anniviers (*super usagiis, serviciis et aliis redditibus vallis Annivisii*)⁸⁹. Asperlin devient ainsi peu à peu le maître de la vallée. Ces règlements de compte laissent entrevoir un prochain changement de dynastie : Hildebrand de Rarogne n'a pas d'enfants, Petermann n'est pas marié ; leur succession va inmanquablement échoir aux Asperlin. Et comme le frère de Rodolphe, Henri Asperlin (1451-1457), vient d'accéder au siège de S. Théodule, la fortune de la famille est en pleine ascension. Mais Henri Asperlin, dont l'élection n'est confirmée par Rome qu'en 1454, meurt déjà de trois ans plus tard.

Le nouvel évêque, Walter Supersaxo (1457-1482), s'assigne pour tâche immédiate la reconquête des droits princiers attachés au siège épiscopal de Sion, qui avaient été usurpés par les féodaux, par les dizains valaisans et par la Savoie⁹⁰. Il commence par exiger le retour à la mense de tous les biens aliénés. Les tractations opérées dans le val d'Anniviers ne le laissent pas indifférent. Il conteste la légalité des cessions faites par Hildebrand et Petermann de Rarogne, affirmant que les droits qu'ils ont en Anniviers, en particulier le vidomnat et la majorie, ils les détiennent en qualité de feudataires et de vassaux de l'évêque.

Les Rarogne objectent que parmi leurs biens patrimoniaux, les uns proviennent du patrimoine des anciens sires, alors que d'autres ont été acquis par les seigneurs de Rarogne eux-mêmes. Ils reconnaissent cependant que le château, les régales, le vidomnat, la majorie avec mère et mixte empire, leur ont été donnés en augmentation de fief et qu'ils en doivent hommage-lige à l'évêque de Sion et à son Eglise.

Pour mettre fin à la querelle, le 2 août 1460, Hildebrand de Rarogne se reconnaît vassal-lige de l'évêque ; il promet alors de conserver tous ses droits, sa vie durant, comme l'usufruitier qui ne peut aliéner un capital ; à son décès, tous les offices, bâtiments et droits, feront retour à la mense épiscopale qui en disposera à son gré. C'est à ce prix que l'évêque ratifie les aliéna-

⁸⁷ Voir par exemple : Gremaud, t. 38, p. 516, N° 2774 ; t. 39, p. 55, N° 2846 ; p. 93, N° 2864 ; p. 94, N° 2965 ; p. 154, N° 2898.

⁸⁸ *Armorial*, pp. 14-15, art. *Asperlin*.

⁸⁹ Gremaud, t. 39, pp. 504-505.

⁹⁰ Ghika, p. 54.

tions déjà consenties à Rodolphe Asperlin, sous réserve des droits nouvellement reconnus à l'Eglise de Sion⁹¹. Tout en reconnaissant à Rodolphe Asperlin des droits privés sur la succession des Rarogne, l'évêque l'écarte purement et simplement du vidomnat et de la majorité.

Hildebrand n'a toutefois pas achevé de régler ses dettes, loin de là. A cet effet, il vend en 1460 à ses sujets anniviards, dûment représentés par leurs délégués, tous ses fiefs d'Anniviers, c'est-à-dire les tailles, rentes et tributs, les plaits, services, commissions et autres usages annuels, les dîmes en nature sur les blés, froment, orge et seigle, les dîmes sur les troupeaux, les maisons, greniers, granges, étables et autres propriétés, avec le mère et mixte empire, le tout conformément à l'accord conclu avec l'évêque de Sion⁹². C'est ainsi que les dernières redevances féodales disparaissent en Anniviers, qui fait alors un pas important vers l'émancipation.

C'est à ce moment aussi que, dans l'espoir de sauvegarder ses intérêts gravement compromis — il voyait la seigneurie d'Anniviers lui échapper définitivement —, Rodolphe Asperlin fait mettre un séquestre général sur tous les biens des Rarogne. Berne, un de leurs importants créanciers, ne va pas tarder à demander la mainlevée. Entre temps, les Anniviards, ne sachant à quoi affecter l'argent qu'ils avaient réuni pour leur rachat, remettent la somme à l'évêque de Sion⁹³. Celui-ci convoque alors une diète extraordinaire à Naters, le 10 décembre 1462, qui admet que la créance bernoise soit colloquée avant celle d'Asperlin⁹⁴.

Mais, le 9 janvier 1467, Hildebrand de Rarogne, dernier seigneur d'Anniviers, meurt à Sion où il résidait⁹⁵. Selon la convention stipulée en 1460, le fief d'Anniviers avec tous ses offices, châteaux, revenus et droits fit retour à la mense épiscopale. Accompagné du bailli du Valais, Gaspard Theiler⁹⁶, et de sa

⁹¹ F. de Gingins-La-Sarra, *Développement de l'indépendance du Haut-Valais et conquête du Bas-Valais*, dans *Archiv für Schweizerische Geschichte*, t. 3, Zurich, 1844 (cité : Gingins-La-Sarra), pp. 175-183, pièce N° 15.

⁹² L'acte fut conclu par Petermann de Rarogne, puis ratifié l'année suivante par Hildebrand, le véritable maître de la vallée (Archives d'Anniviers, dans la chapelle du château de Vissoie, parchemin N° 68). — Voici d'après le parchemin de Vissoie quels furent ces délégués. Pour le quartier d'Ayer : Pierre de Torrenté, notaire, Guillaume Jaquin, Jeannot Jenin, Pierre de Ponte, Pierre Aymon (*Aymonis*). Pour le quartier de Luc : Jacques Calo, Jean Hudrici, notaire, Jaquemet Salamin, Perrier Favre senior, Jacques, fils de Jeannerius Zufferey. Pour le quartier de Grimentz : Jean Crez, Jacques Jory, Jean et Pierre Abbé, frères, Jean Roz. Pour le quartier de Vissoie : Martin de Prarion, François dez laz Verdur, Antoine Zufferey, Jean Calo et Jean Rion.

⁹³ Gingins-La-Sarra, pp. 187-193, pièce N° 18.

⁹⁴ Gingins-La-Sarra, pp. 194-199, pièce N° 19.

⁹⁵ *Armorial*, p. 206, art. von Raron.

⁹⁶ Gaspard Theiler (*Partitoris*), capitaine du dizain de Brigue en 1463, bailli du Valais en 1457-1459 et en 1466-1467 (*Armorial*, p. 256, art. Theiler).

suite, l'évêque se transporte à Vissoie pour prendre solennellement possession de la seigneurie reconquise⁹⁷. Il convoque la communauté d'Anniviers, exige la prestation du serment de fidélité et d'obéissance, et confirme ses franchises, coutumes et usages⁹⁸.

C'est le triomphe de la politique de Walter Supersaxo. Il a obtenu le retour d'un fief important inféodé depuis plus de deux siècles ; il est à nouveau seigneur immédiat d'Anniviers. Au lieu de confier la vallée à un vidomne, il la fera désormais administrer par un châtelain nommé à terme⁹⁹. C'est le régime que connaîtra Anniviers jusqu'en 1798.

Bien qu'il eût déjà éprouvé à ses dépens l'opiniâtreté de l'évêque, Rodolphe Asperlin ne renonça pas à la succession de Hildebrand de Rarogne. Après bien des chicanes seulement, il se déclara prêt à reconnaître qu'il en tenait la juridiction de l'évêque¹⁰⁰. Celui-ci alors ordonna à ses officiers, le 2 octobre 1469, de restituer à Asperlin ses acquisitions¹⁰¹. Mais quand son mandataire, Jean Asperlin, présenta au châtelain d'Anniviers¹⁰² les lettres d'investiture, la population s'insurgea contre cette décision. Jean Asperlin et sa suite durent se réfugier dans l'église paroissiale où ils subirent un véritable siège¹⁰³. Rodolphe Asperlin se retira par la suite à Bex où il demanda aide au duc de Savoie. En la lui accordant, le duc violait l'alliance de 1446¹⁰⁴, violation qui fut un des prétextes de la guerre de 1475 à la suite de laquelle le Valais retrouva son unité.

Georges SAUTHIER

⁹⁷ Sur les détails de cette prise de possession, voir : Tamini, p. 367, et Zufferey, pp. 385-390.

⁹⁸ Gingins-La-Sarra, pp. 203-207.

⁹⁹ Sur l'office de châtelain, voir : Van Berchem, p. 52. Voir également Evéquoz, p. 88 et Graven, p. 108. — Tamini, p. 369, donne une liste des châtelains d'Anniviers.

¹⁰⁰ Archives d'Etat de Fribourg, collection Gremaud N° 17, Documents inédits relatifs à l'Histoire du Valais, 1458-1830 (cité : Gremaud, *Documents inédits*), copie aux AV, F. 116.

¹⁰¹ Gremaud, *Documents inédits*, F. 138.

¹⁰² C'était alors Petermann de Rarogne, un fils illégitime de Guichard et par conséquent un demi-frère de Hildebrand et de Petermann, coseigneurs d'Anniviers (comparer : Gremaud, t. 39, p. 57).

¹⁰³ Gremaud, *Documents inédits*, F. 139.

¹⁰⁴ Gremaud, t. 39, pp. 329-340.